

Face à l'emballement autour de la Grèce, M. Trichet appelle les marchés à la raison

Si le plan d'urgence était activé, le FMI, la France et l'Espagne apporteraient les premières aides

Moade 10/4/010

La dernière ligne droite ? Vendredi 9 avril, les Etats de la zone euro devaient tenter de clarifier les modalités d'un éventuel plan d'aide à la Grèce. De nouvelles discussions étaient prévues dans la journée entre les représentants des ministères des finances et les banquiers centraux. Objectif : lever les ambiguïtés qui persistent sur les propos du mécanisme adopté en mars par les dirigeants européens avec l'assistance du Fonds monétaire international (FMI).

Il y a urgence. Rien ne semble plus pouvoir calmer l'emballement des marchés autour de la Grèce. Jeudi 8 avril, la Bourse d'Athènes a plongé en séance de 5%, avant de clôturer en baisse de 3,1%. Les valeurs bancaires ont été particulièrement chahutées.

Surtout, le taux des obligations grecques s'envole et bat des records historiques. Il a dépassé, jeudi, la barre des 7,5% pour les emprunts d'Etat à 10 ans, preuve que les marchés doutent de plus en plus de la capacité d'Athènes à rembourser sa dette.

Le pays peut-il faire faillite ? « Un défaut de paiement de la Grèce est hors de propos », a tranché, jeudi, le président de la Banque centra-

le européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, à l'issue du conseil des gouverneurs. Dans une ambiance électrique, assailli de questions, M. Trichet a tenté de calmer les esprits en redisant sa confiance dans l'efficacité du plan de sauvetage européen.

« Personne ne devrait prendre à la légère une déclaration signée par tous les chefs de gouvernement » de la zone euro, a insisté le patron de la BCE, jugeant le dispositif d'aide « en état de fonctionner ». Il a aussi rappelé que son déclenchement dépendrait d'abord du gouvernement grec. Lequel a exclu, jeudi, d'y faire appel dans l'immédiat et a affirmé qu'il continuerait à emprunter comme prévu.

Conçu comme une arme de dissuasion, le programme d'aide était censé n'être activé qu'en « dernier recours ». Mais de plus en plus d'observateurs jugent que les Européens sont désormais dos au mur. Acculés à secourir la Grèce. « Il est tout simplement impossible pour le gouvernement grec d'aller sur le marché pour emprunter, la volatilité est trop forte », affirme Laurent Bilke, économiste Europe pour la banque japonaise Nomura.

En plus de leurs inquiétudes sur

la dette grecque, les investisseurs redoutent désormais de voir le pays confronté à une fuite massive des capitaux.

Selon des chiffres de la Banque de Grèce, ce sont 10 milliards d'euros qui ont été retirés des banques du pays depuis le début de l'année. « Un phénomène de contagion au système bancaire risque de pousser la crise à son paroxysme, poursuit

« Plus tôt le plan d'aide sera activé, mieux ce sera. »

Laurent Bilke,
économiste Europe chez
la banque japonaise Nomura

M. Bilke. Plus tôt le plan d'aide sera activé, mieux ce sera. »

Reste, pour les Etats de la zone euro, à lever le flou qui continue d'entourer les modalités du dispositif. L'idée est de trouver un compromis au plus tard d'ici à la prochaine réunion des ministres des finances de la zone, le 16 avril à Madrid.

La question des taux d'intérêt consentis à Athènes reste centrale,

ainsi que la durée des prêts bilatéraux accordés par les Etats de la zone euro. Chaque délégation doit également préciser le montant de sa contribution.

Selon des sources proches des négociations, si la Grèce demandait à être soutenue, le FMI devrait déboursier les premières aides. Il pourrait être accompagné par quelques Etats membres, dont la France et l'Espagne, qui ont la capacité d'agir vite. L'Allemagne, et les Pays-Bas, deux pays où le plan de sauvetage reste controversé, devraient intervenir dans un second temps.

La BCE ne reste pas non plus inactive. M. Trichet a confirmé, jeudi, que l'institution prolongeait sine die l'assouplissement des règles sur la qualité des garanties – les « collatéraux » – apportées par les banques en échange de leur refinancement.

Les établissements hellènes pourront donc continuer à se fournir en liquidités auprès de la BCE malgré la dégradation des titres grecs par les agences de notation. Une décision d'une importance vitale pour des banques de plus en plus menacées d'asphyxie. ■

Philippe Ricard (à Bruxelles)
et Marie de Vergès

Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, s'explique, cent jours après sa prise de fonctions, sur son rôle et sur la crise grecque

« Nous serons prêts à intervenir en Grèce »

Cent jours après sa prise de fonctions, Herman Van Rompuy sort de sa réserve. Le premier président du Conseil européen reçoit quatre journaux européens – *Le Monde*, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *El Pais* et *De Standaard* – dans un petit salon situé à deux pas du bureau de l'ancien premier ministre chrétien-démocrate belge. C'est là que les grandes lignes du plan d'aide à la Grèce ont été négociées avec Angela Merkel et Nicolas Sarkozy lors des deux derniers conseils européens.

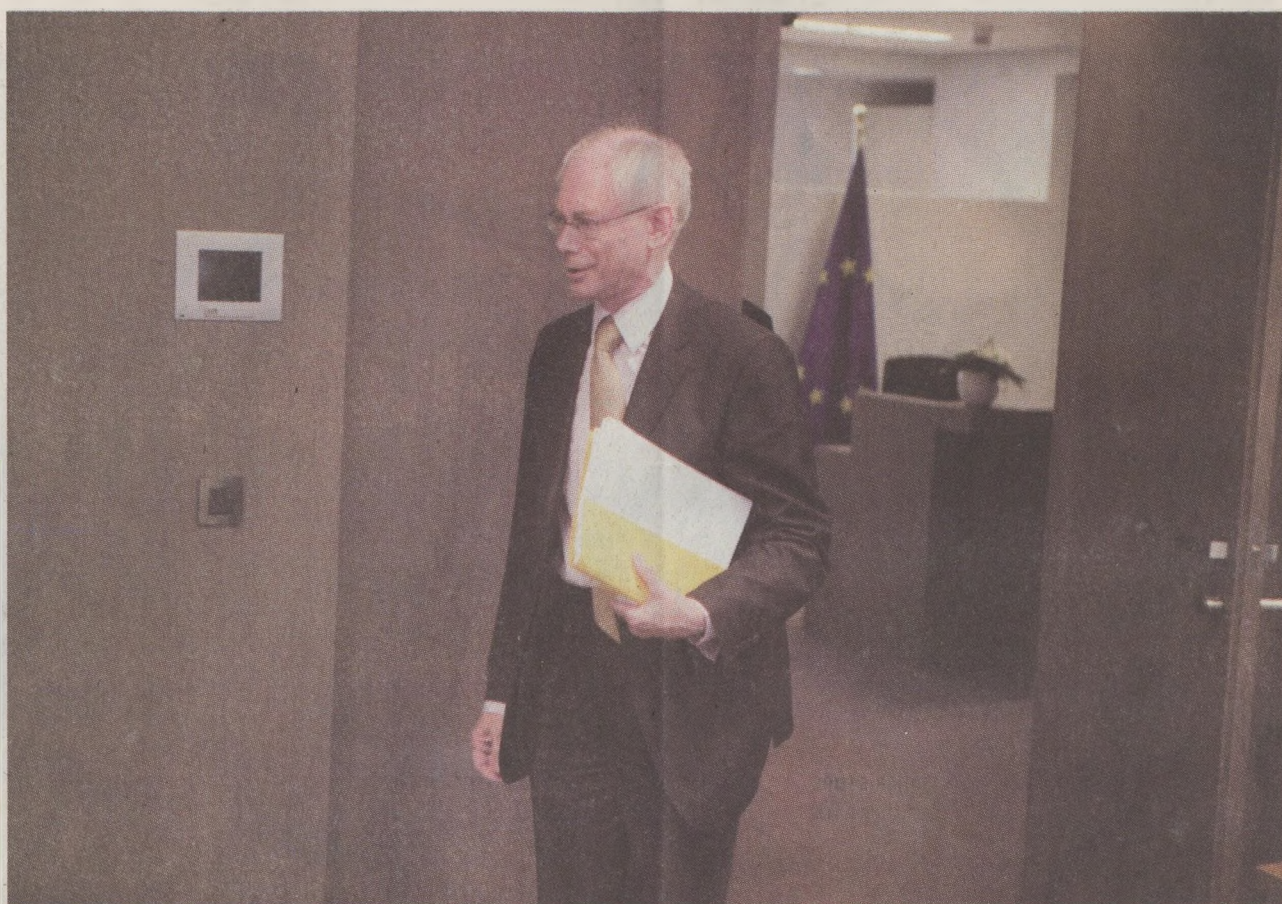
En Grèce, la situation paraît toujours aussi tendue, deux semaines après la promesse d'un plan d'aide à Athènes. Pourquoi ?

Nous avons décidé de mettre en place un mécanisme d'aide financière basé essentiellement sur des prêts bilatéraux de la zone euro et une intervention du Fonds monétaire international (FMI). Nous devons rendre cet accord opérationnel. Il ne sera crédible que s'il est opérationnel. Les discussions sont en cours pour fixer les modalités techniques et concrètes du mécanisme. La réunion des ministres des finances de l'Eurogroupe, mi-avril, parviendra à trouver des solutions sur les problèmes restants, s'il en reste encore.

Ne trouvez-vous pas la gestion de la crise grecque très laborieuse au sein de la zone euro ?

Le 11 février, si nous n'avions pas trouvé d'accord, cela aurait été une catastrophe. En politique et dans la vie, il s'agit souvent d'éviter des malheurs. Dès le 3 mars, les Grecs ont pris des mesures additionnelles pour assainir leurs comptes. Nous avons concrétisé le volet « solidarité » du plan le 25 mars, en promettant un soutien financier en cas de besoin. Un tel compromis n'était pas facile du tout. Mais il y a une impatience folle. Qu'il y ait des différences de vue sur un tel sujet, il n'y a rien de plus normal. Ce qui n'est pas normal, ce sont les rumeurs, les racontars et les fuites. Différents facteurs expliquent le comportement des marchés : tout ne dépend pas du signal politique et des modalités du mécanisme. **Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), a d'abord critiqué le recours au FMI pour régler un problème interne à la zone euro...**

J'aurais moi aussi aimé beaucoup d'autres choses, mais cela n'a aucune espèce d'importance. On s'est mis d'accord sur une solution européenne. La majorité de la zone euro. Le déclenchement sera décidé par l'Eurogroupe, sur avis de la Commission et de la BCE. Le FMI et les instances européennes sont sur la même longueur d'onde quant à l'effort à fournir en 2010 en Grèce. Il faut avoir conscience que ce que l'on a déjà demandé aux Grecs est quelque chose d'exceptionnel : quatre



Le président du Conseil européen, à Bruxelles, le 8 avril. HELMUT FRICKE/FAZ

points de réduction du déficit en une année. Le FMI a donné son aval au plan d'assainissement. Le gouvernement grec est courageux et rompt avec le passé. Nous serons prêts à intervenir si les Grecs le demandent.

Comment voyez-vous votre rôle de président du Conseil européen après cent jours en poste dans l'ombre de la crise grecque ?

Je ne me considère pas comme le président de l'Europe mais comme quelqu'un qui préside les réunions des chefs de gouvernement et d'Etat, un facilitateur à la recherche de consensus au sein d'un club très disparate de vingt-sept membres. Ceux qui attendaient quelqu'un capable d'arrêter la circulation à Pékin auraient constaté très vite qu'une telle personnalité aurait agi toute seule, au risque de bloquer le fonctionnement du Conseil. C'est avec cette vision très claire de mon rôle que j'ai travaillé dans deux directions : faire fonctionner les nouvelles institutions et amorcer mon action dans les domaines politiques.

Lors du dernier Conseil, M^{me} Merkel a refusé que vous jouiez les intermédiaires entre elle et M. Sarkozy au sujet de la Grèce. L'attitude de l'Allemagne vous pose-t-elle un problème ?

Je n'ai pas à demander l'autorisation de qui que ce soit. J'ai joué à plein mon rôle de

facilitateur, avant et pendant le Conseil. Personne ne peut m'en empêcher.

Les tensions entre la France et l'Allemagne ne risquent-elles pas de compliquer votre tâche ?

Vous pensez qu'entre M. Kohl et M. Mitterrand, ou entre M. Chirac et M. Schröder, il n'y avait pas de tensions ? Il est tout à fait normal qu'il y ait des divergences de vue, chacun défend ses intérêts. Je n'avais pas l'illusion de croire qu'il n'y aurait pas de tensions. Il est heureux qu'il y ait des accords franco-allemands, sinon l'union risque d'être bloquée. C'est une condition nécessaire mais pas suffisante.

Les Etats vous ont demandé de présider un groupe de travail afin de refondre le fonctionnement économique de l'Union. Qu'avez-vous en tête ?

Je ne préjuge pas ce qu'il faut faire, mais je vois trois grands sujets. D'abord, la discipline budgétaire, ensuite la gouvernance, ou le gouvernement économique et, enfin, la gestion d'une crise budgétaire comme celle que nous connaissons avec la Grèce, tout en respectant la clause de non-renflouement d'un Etat de la zone en difficulté. Il s'agit de tirer les leçons de ce que l'on a vécu afin que de tels événements ne se reproduisent plus.

Soutenez-vous la demande allemande d'une réforme des traités ?

Il sera très difficile de trouver l'unanimité nécessaire pour aller dans ce sens. La question est de savoir s'il est sage de recommencer un tel processus après ce que l'on a vécu avec le traité de Lisbonne. Ce fut un vrai calvaire.

M^{me} Merkel a suggéré d'exclure certains membres de la zone euro ou de créer un Fonds monétaire européen (FME). Qu'en pensez-vous ?

Nous verrons si quelqu'un met cela sur la table. D'après moi, l'unanimité n'existe pas pour exclure un pays de la zone euro. Quant au FME, il entre dans la discussion, mais selon de nombreux avis, cette idée nécessite une modification des traités.

Etes-vous favorable à une réforme du pacte de stabilité ?

Il faut augmenter l'aspect préventif de notre concertation budgétaire pour identifier les problèmes, et les régler. Il faut voir comment les mécanismes en place ont fonctionné et comment renforcer la surveillance. Le pacte permet beaucoup de flexibilité. Nous avons les instruments, nous prendrons si nécessaire les mesures pour les renforcer. Nous devons cependant accorder un certain laps de temps afin de corriger les déficits creusés par les politiques keynésiennes mises en œuvre pour lutter contre la récession. ■

Propos recueillis par Philippe Ricard

« Chercher des consensus au cas par cas »

Vous avez été très discret sur le plan international alors que vous êtes censé représenter les Vingt-Sept « à votre niveau » sur la scène diplomatique. Que pensez-vous des premiers pas de Catherine Ashton, la haute représentante pour les affaires extérieures ?

Les reproches qui lui sont faits sont assez superficiels, en particulier en ce qui concerne son absence à Haïti au lendemain du séisme. Elle n'a pas à aller à chaque endroit où il y a un désastre. Les Haïtiens n'ont pas attendu M^{me} Ashton. Il y avait d'autres choses à faire. Personne ne se plaint d'ailleurs de l'intervention de l'Europe. C'est le résultat qui compte. **La mise en place du service d'action extérieure est très complexe. Quel usage pourrez-vous avoir du service ?**

Un chef de gouvernement – ce que je ne suis pas – fait appel à son ministère des affaires étrangères. Mais ce n'est pas le ministère des affaires étrangères qui conduit la politique étrangère. Il ne faut donc pas surestimer l'importance de ce service : ce sera un instrument structuré, mais cela restera un instrument.

Une politique étrangère commune vous semble-t-elle possible dans une Europe très intergouvernementale, où chacun reste jaloux de son influence ?

Nous avons de nouveaux instruments avec le traité de Lisbonne mais on ne peut pas oublier notre histoire : vingt-sept pays avec leurs traditions. Si nous partons du principe qu'il faut « une » politique étrangère commune, nous raterons tout. Nous devons mettre en œuvre « des » politiques, c'est-à-dire nous mettre d'accord sur le climat, sur l'Iran ou sur le Proche-Orient. Nous devons rechercher des consensus au cas par cas. **Beaucoup critiquent la confusion qui entoure la mise en place des nouvelles institutions. Qu'en pensez-vous ?**

J'ai réussi à éviter l'émergence de conflits entre les institutions et les personnes. Le traité de Lisbonne est un bon traité, mais avec beaucoup de lacunes, de zones grises. Avec le président de la Commission, José Manuel Barroso, nous avons par exemple trouvé un arrangement sur la représentation extérieure de l'Union. On a conclu un accord par écrit et je crois que cela marchera. Tout dépend des relations entre les hommes. Puisqu'elles sont bonnes, je présume que l'on réglera cela de façon très pragmatique. ■

GUCCI
FOREVER NOW

Un homme. Une passion. Un rêve. Guccio Gucci a vécu la vie des artisans dans la Florence de 1921. Authentique. Inaltérable. Tourné vers la perfection. Son esprit inspire aujourd'hui nos traditions. La beauté de ce qu'il avait entrepris anime des générations d'artisans depuis 90 ans. Son désir de créer des pièces intemporelles habite chacun d'entre nous. Il évoque notre passé tandis que nous construisons notre futur. Et nous invite à perpétuer son héritage iconique - maintenant et pour toujours.